

Article 31 du Règlement

Le gouvernement et le Congrès américains ont imposé à Cuba un blocus illégal et immoral. À présent, le sénateur américain Jesse Helms, président du comité des relations étrangères, essaie de s'en prendre aux étrangers, entre autres aux Canadiens, qui investissent à Cuba, leur bloquant l'entrée aux États-Unis et les privant de leurs droits à des échanges préférentiels.

Je demande au gouvernement du Canada de dénoncer vigoureusement ce projet de loi qui aurait des répercussions particulièrement graves sur les exportations de produits de sucre aux États-Unis et sur les projets d'investissements à Cuba.

L'expert cubain, Jorge Dominguez, de l'Université Harvard, a dit, du projet de loi de Helms, qu'il attaquait le Canada.

Pour terminer, le chef du Parti réformiste voudra peut-être discuter de cette question avec son homologue politique Newt Gingrich, au cours de la réunion qui a lieu aujourd'hui, à Washington.

* * *

[Français]

LA SOUVERAINETÉ DU QUÉBEC

M. Richard Bélisle (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, dans une étude commandée par le gouvernement du Québec à la firme très réputée Rogers & Wells, de New York, les juristes David Bernstein et William Silverman en sont venus à la conclusion que les règles commerciales canado-américaines ne changeraient pas au lendemain de l'accession du Québec à la souveraineté.

Selon ces experts, les États-Unis reconduiraient avec le Québec les traités canado-américains, y compris l'Accord de libre-échange, afin de protéger leurs intérêts économiques.

Ainsi, le reste du Canada n'aurait aucun mot à dire en ce qui a trait aux échanges commerciaux entre le Québec et les États-Unis et pourrait encore moins empêcher le Québec de bénéficier de l'Accord de libre-échange.

En d'autres mots, au lendemain de la souveraineté du Québec, ce serait *business as usual*.

* * *

[Traduction]

LE CHAMPIONNAT DE CURLING

M. Jake E. Hoepfner (Lisgar—Marquette, Réf.): Monsieur le Président, c'est avec beaucoup de plaisir que j'interviens aujourd'hui pour féliciter un concitoyen du Manitoba pour sa remarquable performance.

Le skip du Manitoba, Terry Burtnyk, a conduit son équipe à la victoire, au championnat canadien de curling qui s'est tenu à Halifax au cours du week-end. Malgré une très forte opposition, l'équipe manitobaine, formée également de Keith Fenton, Rob Meakin et Jeff Ryan, a réussi à donner le titre au Manitoba chez les hommes.

Cette victoire prouve également l'excellence du Manitoba en curling. En effet, nous avons remporté le titre chez les hommes et chez les femmes, ainsi que chez les juniors, dans les deux catégories là encore.

Je souhaite toute la chance possible à l'équipe du Manitoba à l'occasion du prochain championnat mondial de curling qui se tiendra à Brandon, à compter du 8 avril.

* * *

LE PARTI RÉFORMISTE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Monsieur le Président, le Parti réformiste a envoyé son chef à Washington pour essayer d'impressionner le leader républicain Newt Gingrich avec son nouveau type de politique. Cela donne un tout nouveau sens à l'expression «les grands esprits se rencontrent».

Voyons le programme d'aujourd'hui pour ces représentants publics: le chef réformiste rencontrera le whip républicain à huis clos. Il s'entretiendra ensuite avec le sous-secrétaire d'État, mais il n'y aura pas de séance de photo. On a organisé ensuite une séance d'information avec les représentants du secrétaire à la Défense, mais aucune séance de photo n'est prévue là encore. Il est aussi question d'une brève rencontre privée avec les représentants de la Concord Coalition et de la Progress and Freedom Foundation. Enfin, le chef du Parti réformiste assistera à un déjeuner privé organisé par la Fondation du patrimoine.

Nous ne pouvons comprendre pourquoi le chef du troisième parti préfère avoir des réunions à huis clos. Hier, des journalistes de Washington lui ont fait le plus grand compliment possible en le qualifiant de libéral.

* * *

[Français]

LE PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC

M. Robert Bertrand (Pontiac—Gatineau—Labelle, Lib.): Monsieur le Président, lors d'un point de presse qu'il tenait à l'issue de la première journée de réunion du caucus du Parti québécois, le premier ministre du Québec a déclaré: «Le Budget Martin nous dit: on sera assez gentils avec vous cette année et on est sûrs que vous serez assez «nonos» pour voter non.» Cette déclaration est en tout point inacceptable.

En s'exprimant de la sorte, le premier ministre du Québec donne la vraie mesure du respect qu'il accorde à ceux et celles qui ne partagent pas son avis. Ce commentaire déplorable s'inscrit dans la triste lignée des récents propos discriminatoires qu'ont formulés bon nombre de porte-parole séparatistes.

• (1415)

Après avoir dépensé des millions de dollars pour permettre aux citoyens de se prononcer sur l'avenir du Québec, le premier ministre lui-même vient, par sa déclaration, d'en discréditer les fondements.

Nous sommes donc forcés de constater que pour les séparatistes du Québec, seuls ceux qui partagent leur opinion peuvent se mériter leur respect.